

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5434 - Mercredi 28 juillet 2021 - Prix : 10 DA

Comptes sociaux pour l'exercice 2020

Le ministère du Commerce annonce la prorogation des délais

Page 4

Feux de forêt

Déjà 10 200 hectares détruits

Page 16

Le sort en est jeté

Par Mohamed Habili

Deux jours après le gel des activités du Parlement, la levée de l'immunité des députés, et le renvoi de Hichem Mechichi et de son gouvernement par le Président Kais Saïed, la paix civile règne en Tunisie, alors qu'on aurait pu s'attendre à ce qu'elle soit sérieusement ébréchée. Si l'on excepte les regroupements qui s'étaient formés dès les premières heures de lundi devant le Parlement, et qui avaient donné lieu à des échauffourées entre partisans et opposants du Président Saïed, toutefois à aucun moment à une débauche de violence, les forces de l'ordre étant d'ailleurs déployées en force pour le cas échéant s'interposer, nul désordre n'a été rapporté nulle part dans le pays. Ennahdha avait bien appelé au début les Tunisiens à descendre dans les rues défendre «la démocratie et la révolution», faire échec au «coup d'Etat», mais voyant qu'elle n'était pas écoutée, pas même par ses militants, en tout pas dans les proportions qu'elle aurait voulu, elle a terminé la journée sur des messages d'une tonalité nettement moins agressive. Ses dirigeants et députés, emmenés par Rached Ghannouchi, ont même fini par lever l'espèce de siège qu'ils avaient établi autour du Parlement, après avoir essayé vainement d'y entrer.

Suite en page 3

Afin de parer au manque grave dans les hôpitaux

Concentrateurs d'oxygène : les particuliers autorisés à importer sans licence



Ph/D. R.

- Hôpital d'Akbou / Béjaïa/Une unité de production d'oxygène financée par des industriels
- Implication dans la solution au problème d'oxygène Appel de M^{me} Neghza à l'Etat pour l'accompagnement des entreprises



Les particuliers ne sont plus tenus d'obtenir l'autorisation du ministère de l'Industrie pharmaceutique pour importer des concentrateurs d'oxygène ou tout autre dispositif médical destinés aux malades atteints de Covid-19. Page 2

Industrie

Zaghdar reçoit les responsables du Groupe «Divindus» et de ses filiales

Page 5

Troisième vague de Covid-19

Les artistes algériens s'impliquent dans la sensibilisation

Page 7

Afin de parer au manque grave dans les hôpitaux

Concentrateurs d'oxygène : les particuliers autorisés à importer sans licence

■ Les particuliers ne sont plus tenus d'obtenir l'autorisation du ministère de l'Industrie pharmaceutique pour importer des concentrateurs d'oxygène ou tout autre dispositif médical destinés aux malades atteints de Covid-19.

Par Louisa Ait Ramdane

La situation épidémiologique est alarmante. De nouveaux records sont enregistrés quotidiennement, alors que les services de santé, confrontés à un flux record de patients atteints de Covid, sont saturés et en manque d'oxygène pour aider les malades. En effet, les grands hôpitaux manquent d'oxygène en raison notamment de problèmes de gestion des stocks et de distribution. La disponibilité de l'oxygène médical est plus que nécessaire pour sauver des vies humaines. Face à cette situation, l'Etat a décidé de réagir. Après la réquisition des entreprises activant dans la production et le transport de l'oxygène liquide afin de pouvoir satisfaire la demande de toutes les structures hospitalières, d'autres mesures sont prises pour pallier

Implication dans la solution au problème d'oxygène Appel de M^{me} Neghza à l'Etat pour l'accompagnement des entreprises



M^{me} Saida Neghza, présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (Cgea), bien que bloquée actuellement à l'étranger pour des raisons de santé, ne cesse de s'impliquer dans l'action citoyenne de solidarité anti-Covid. Ainsi, après avoir annoncé la mise à la disposition des moyens de transport des entreprises affiliées à son organisation patronale au service des Directions de la santé, pour acheminer l'oxygène vers les hôpitaux, elle poursuit dans la même voie en lançant un appel à l'Etat pour accompagner les entrepreneurs déjà sur le terrain dans le transport, la production et l'importation de concentrateurs d'oxygène. Sur ce registre, elle demande à l'Etat d'être aux côtés des entreprises dans cet effort d'entraide et ce, en orientant ces bonnes volontés et en les assistant pour faciliter les démarches dans cette œuvre d'intérêt national, dans le seul objectif d'atténuer la crise gravissime qui affecte ce secteur par la rareté de cette matière vitale. **R. S.**

le manque d'oxygène, notamment la suppression de l'autorisation d'importation du matériel et des équipements par des particuliers à usage personnel contre le Covid-19 exigée préalablement.

Désormais, les particuliers ne sont plus tenus d'obtenir l'autorisation du ministère de l'Industrie pharmaceutique pour importer des concentrateurs d'oxygène ou tout autre dispositif médical utilisés pour un usage personnel afin de faire face à la pandémie de Covid-19. «*A titre d'exception, l'importation des concentrateurs d'oxygène ou tout autre dispositif médical utilisés en riposte à la pandémie de Covid-19 par des particuliers et à usage personnel n'est pas soumis à une autorisation délivrée par les services compétents du ministère de l'Industrie pharmaceutique*», est-il indiqué dans une note sur la page Facebook officielle du ministère. Toutefois, l'importation de ces dispositifs médicaux par les établissements pharmaceutiques reste soumise à une autorisation de dédouanement délivrée par les services du ministère et elle bénéficie d'un couloir vert, du dépôt du dossier à son traitement. L'importation de ces produits par les entreprises et les établissements autres que les établissements pharmaceutiques, ainsi que par les organisations et les associations à titre de dons, est soumise, quant à elle, à une autorisation d'importation délivrée par les services du ministère pour pouvoir bénéficier de l'exonération des droits et taxes, conformément à la réglementation en vigueur, selon la même note d'information. Le ministère de l'Industrie pharmaceutique avait auparavant décidé d'augmenter la production d'oxygène liquide avec l'entrée en activité de nouveaux intervenants qui «*ont quasiment fini leurs installations et qui devraient être opérationnels dans les semaines à venir*». Et au-delà de ces capacités de production,



de nombreuses opérations d'importation de concentrateurs d'oxygène ont été introduites.

La vaccination Covid-19 autorisée en pharmacie

Pour accélérer la cadence de la vaccination de la population, les pharmaciens sont désormais autorisés à vacciner contre le Covid-19. Selon le président du Snapo, Messaoud Belambri, le ministère de la Santé a autorisé l'implication des pharmaciens d'officines dans l'opération de vaccination anti-Covid. «*Le pharmacien est très proche du citoyen et les officines sont suffisamment réparties dans toutes les régions du pays ; il en existe pas moins de 4 500 dans les zones d'ombre*», a déclaré Messaoud Belambri sur les ondes de la Chaîne 1 de la Radio nationale, soulignant que tous ces facteurs rendent la pharmacie qualifiée pour recevoir des citoyens et s'occuper du processus de vaccination gratuitement. En revanche, Messaoud Belambri a révélé une large opération de solidarité pour importer en urgen-

ce 2 000 générateurs d'oxygène, qui arriveront dans quelques jours, ajoutant que ces concentrateurs d'oxygène seront répartis sur l'ensemble des wilayas.

Des hôtels pour l'accueil des patients, des milliers de concentrateurs acquis

Afin d'atténuer la pression sur les structures hospitalières, une opération d'affectation de structures hôtelières dans les grandes villes pour l'accueil des patients Covid-19 a été lancée par le Premier ministre.

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a fait état de décisions portant sur l'affectation

de certaines structures hôtelières pour l'accueil des patients Covid-19, notamment ceux nécessitant une oxygénothérapie, précisant que cette première opération sera généralisée à d'autres wilayas.

Supervisant l'opération d'affectation de l'Hôtel Mazafran pour l'accueil de patients de cinq hôpitaux de la capitale, il a indiqué que cette opération, première du genre, permettra d'atténuer la pression enregistrée au niveau des hôpitaux et sur les personnels médicaux, en raison de la hausse du nombre des cas et facilitera la prise en charge des patients. Dans ce sillage, Benabderrahmane a souligné que «*l'Etat a mobilisé tous les équipements médicaux nécessaires et acquis des milliers de concentrateurs d'oxygène, mis à la disposition du ministère de la Santé*», indiquant que «*le premier lot de concentrateurs est arrivé dimanche soir à Alger, en attendant la réception, dans les prochains jours, d'autres lots*». Et d'appeler les citoyens, par la même occasion, à une vaccination massive, assurant que la vaccination est le seul véritable moyen de prévention et contribuera à faire face à l'épidémie. A rappeler qu'à l'Hôtel Mazafran, 712 lits répartis sur 446 chambres ont été affectés aux patients Covid-19 ayant achevé la première phase de soin au niveau des hôpitaux de la capitale et ayant besoin d'appareils de respiration pour terminer leur hospitalisation. **L. A. R.**

Bilan des dernières 24 heures

1544 nouveaux contaminés et 25 décès

L'Algérie a enregistré 25 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 1 cas de plus que le bilan d'hier (24), portant à 4 112 le total des morts, a annoncé, hier, le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 1544 cas, soit 39 cas de plus par rapport au bilan d'hier (1505), pour atteindre, au total, 165 204 cas confirmés. **R. N.**

Hôpital Akloul-Ali d'Akbou / Béjaïa

Une unité de production d'oxygène financée par des industriels

Acquise par l'association humanitaire Soummam-Akbou d'aide aux malades et aux nécessiteux, pour un montant de 1,7 milliard de centimes, une unité de production d'oxygène a été installée à l'hôpital Akbou-Ali d'Akbou. La centrale de production d'oxygène médical a été financée par plusieurs industriels et commerçants, âmes charitables de la région de la Soummam. Le générateur de marque portugaise, d'une capacité de 9,5 m³, va sans doute mettre fin à la crise d'oxygène que vit l'hôpital ces derniers jours. Une première initiative dans la région qui mérite

un grand encouragement pour les industriels et l'association Soummam-Akbou. Le générateur qui devait être mis en service hier en fin d'après-midi pourra produire 30 bouteilles d'oxygène en 24 heures et prendre en charge jusqu'à 20 malades sous oxygène 24/24heures, avec une consommation de 15L/M chacun. «*L'unité est arrivée avant-hier soir (lundi) et son installation devait être bouclée hier en fin de journée pour produire juste après de l'oxygène, denrée rare en ces moments*», selon un membre de l'association Soummam-Akbou d'aide et malades et aux nécessiteux. Il

faut noter que pas moins de 17 industriels et commerçants de la région ont participé à cette action de bienfaisance pour sauver des vies humaines en ces temps de crise sanitaire provoquée par le Covid. Selon Noureddine Oulaâldj, président de l'association que nous avons contacté avant-hier, dira : «*De nombreux industriels et opérateurs économiques ont répondu présents à cette initiative, notamment l'Iri ou Sarl Ibrahim et Fils, SNC Golden Drink, Soummam Arome, Sarl Tmac Takka, SPA Général Emballage, Sarl Nomade Ayris, Eurl Rif Boissons, All Plast, Renov Motor, Sarl*

Maâouche Distribution, Sarl Qniaa, Betonex, Volk Auto, Ets Takka Amirouche, Ets Takka Seghir, Very Net et Ovital». Notons que des appels ont également été lancés en direction des industriels de la wilaya afin d'acquiescer d'autres générateurs de production d'oxygène en faveur des hôpitaux de la wilaya, dont le CHU de Béjaïa qui a vécu hier un début de manque d'oxygène. Hier, Hafid Boudrahem a lancé un appel en direction de la mairie et de l'APW de Béjaïa, afin d'acquiescer un générateur de production d'oxygène en faveur de l'hôpital. **Hocine Cherfa**

Début des préinscriptions universitaires

L'accès à la médecine et aux écoles supérieures plus abordable cette année

■ Le directeur général des enseignements et de la formation supérieure au ministère de l'Enseignement supérieur a annoncé, hier, l'adoption d'un nouveau système de calcul des moyennes d'admission pour faciliter l'accès aux spécialités nécessitant une moyenne élevée, telles que la médecine, la technologie et les écoles supérieures, ajoutant l'ouverture de 1 400 nouveaux postes dans le secteur de l'Enseignement supérieur.

Par Thinhinene Khouchi

Sexprimant, hier, sur les ondes de la Radio nationale, Boualem Saïdani, DG des enseignements au ministère de l'enseignement supérieur, a indiqué que «le taux de réussite au baccalauréat cette année a enregistré une augmentation significative par rapport à l'année précédente, puisque 345 000 candidats ont réussi contre 280 000 l'année dernière». Il a souligné que «toutes les conditions de réussite des inscriptions ont été réunies cette année, à commencer par la délivrance d'une circulaire ministé-



rielle concernant les nouveaux bacheliers qui repose sur quatre fondements basés sur le calcul de la moyenne du baccalauréat, de la spécialisation et de la carte de vœux, en plus de la province géographique, afin d'assurer une place pédagogique à chaque nouveau bachelier». L'invité de la Chaîne 1 a également révélé l'adoption d'un nouveau système d'orientation dans les spécialités nécessitant un taux élevé. Il a expliqué, à ce propos, que cela se fera «en calculant une moyenne pondérée, sous-tendant la moyenne du Bac et les notes des matières dites essentielles obtenues dans la filière», précisant que «la moyenne du Bac multipliée par deux, plus la moyenne de la matière ou de deux matières de base pour diviser par 3, ce qui double les chances de ceux qui ont de bons points dans les matières essentielles mais qui n'ont pas une moyenne générale élevée». L'intervenant a

ensuite affirmé que «cette moyenne finale va donc faciliter l'accès à plusieurs spécialités dont la moyenne d'admission est élevée, telles que la médecine, la technologie et les écoles supérieures». Il a ajouté que le ministère de l'Enseignement supérieur a adopté le système d'inscription à distance cette année, en raison de la détérioration de la situation sanitaire due à la pandémie de Covid-19, à partir des journées virtuelles ouvertes aux universités qui ont débuté le 24 juillet, jusqu'au lancement, hier, de l'opération des préinscriptions en ligne jusqu'au 29 juillet. Sur la méthode d'enseignement qui sera adoptée cette année, l'invité de la radio a confirmé que «le ministère a approuvé la méthode suivie l'année dernière et qui a contribué à la réussite de la saison universitaire malgré la pandémie de coronavirus, en intégrant les deux systèmes d'enseignement, à distance pour les

matières secondaires et le maintien de l'enseignement en mode présentiel pour les matières essentielles». Par ailleurs, Saïdani a également révélé l'ouverture de 1 400 nouveaux postes cette année pour combler le vide dans certaines spécialisations et de nouvelles institutions universitaires dans le domaine de la formation, ajoutant que «le secteur de l'Enseignement supérieur emploie actuellement 63 000 professeurs pour former plus d'un million six cent cinquante mille étudiants». L'invité de la radio a confirmé le quasi-achèvement de la carte de formation universitaire, après une étude approfondie et la découverte des déséquilibres entre la formation et le marché du travail, ajoutant que l'université est en avance sur la piste économique, ce qui a rendu «le recrutement de nombreuses compétences difficile».

T. K.

La plateforme des préinscriptions universitaires accessible depuis hier soir

La plateforme dédiée aux préinscriptions universitaires au titre de l'année universitaire 2021-2022 est accessible depuis hier 18h, indique un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

«Le ministère tient à informer l'ensemble des bacheliers session juin 2021 que la plateforme numérique dédiée aux préinscriptions universitaires sera accessible ce mardi (hier) à partir de 18h», précise la source, ajoutant que l'opération «se

poursuivra jusqu'à jeudi. Les préinscriptions peuvent également être effectuées durant la période de confirmation des choix, à savoir les 30 et 31 juillet courant». Le ministère avait indiqué que les nouveaux bacheliers peuvent effectuer les préinscriptions en ligne depuis hier jusqu'au 29 juillet, conformément à la circulaire ministérielle définissant les modalités et les opérations liées aux préinscriptions et l'orientation des nouveaux bacheliers vers les différents domaines, filières et spécialités de formation jusqu'à leur inscrip-

tion finale dans les établissements d'enseignement supérieur. L'opération de traitement des fiches de vœux s'étalera du 1^{er} au 8 août prochain. Selon le calendrier des inscriptions, les résultats d'orientation des nouveaux étudiants seront annoncés dans la soirée du 8 août.

Quant aux inscriptions définitives en ligne, elles devraient intervenir du 4 au 9 septembre prochain, la période allant du 11 au 19 septembre devant être consacrée au traitement des cas spéciaux.

Pour effectuer ces opéra-

LA QUESTION DU JOUR

Le sort en est jeté

Suite de la page une

Plus tard dans la soirée, ce fut au tour de Mechichi de sortir du silence dans lequel il s'était réfugié, démentant ce faisant les rumeurs comme quoi il était entré en résistance, et qu'il s'apprêtait de le faire savoir haut et fort, pour dire qu'il acceptait son sort. Parallèlement, un couvre-feu est décrété pour un mois, sans qu'on sache très bien s'il est motivé par des considérations sanitaires ou sécuritaires. Même interdigitation pour ce qui est l'interdiction des rassemblements comptant plus de trois personnes. Sans doute est-il encore trop tôt pour affirmer de façon catégorique que les jeux sont faits, que le Président Saïed a d'ores et déjà gagné son pari. Même si au plan extérieur, non plus, les choses ne se passent pas trop mal pour lui. Aucune condamnation n'a fusé contre lui en effet, ni de la part des Européens ni des Américains, les seuls qui auraient pu s'inscrire en faux contre les mesures d'exception prises par lui et par là même lui compliquer la tâche. La Turquie a tellement pesé les termes de sa condamnation attendue qu'on se demande si c'en est encore une. Il n'en reste pas moins que la phase névralgique de la crise politique, amorcée avec ces mesures, est loin d'être terminée. Saïed va devoir nommer un nouveau chef de gouvernement, qui à son tour aura à former un nouvel exécutif. Si au bout d'un mois, la suspension du Parlement est levée, il faudra que ce gouvernement aille demander aux députés restaurés leur confiance. Comme il n'est même pas concevable qu'il l'obtienne, il n'y a pas grand risque à parier gros que ce n'est pas ainsi que les choses vont se passer. Ce ne serait en effet dans ce scénario qu'un retour à la case départ au bout d'une parenthèse d'un mois où le chef de l'Etat se sera trouvé seul à la barre, avec tous les pouvoirs dans ses mains. Pour lui, le pire serait sûrs dans cette hypothèse. Cela voudrait dire en effet que tout ce qu'il a fait, il l'a fait vainement, en définitive pour se rendre compte qu'il est impuissant à changer quoi que ce soit à ce même ordre contre lequel il s'est insurgé en vue de le réformer. Bien malin celui qui est à même de nous dire ce qui exactement va se passer. Mais on peut être sûr qu'il n'y aura pas de retour en arrière.

M. H.

Examen du baccalauréat Le président de la République préside la cérémonie de distinction des premiers lauréats

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier à Alger, la cérémonie de distinction des premiers lauréats à l'examen du baccalauréat (session 2021). Lors de cette cérémonie qui s'est déroulée au Palais du peuple, M. Tebboune a remis des médailles en or, en argent et en bronze aux trois premiers lauréats. Les premiers lauréats de la catégorie des personnes aux besoins spécifiques ainsi que les premiers lauréats par filière ont également été honorés. Chouaib Aya Wissal Chahinez de Ouargla a obtenu la meilleure moyenne au niveau national (19,24) dans la filière mathématiques-techniques, suivie de Bebboune Bouchra de M'sila (19,24) dans la filière mathématiques-techniques et de Lahouazi Gaya de Tizi Ouzou (19,22) dans la filière des mathématiques.

Le taux de réussite national à l'examen du baccalauréat (2020-2021), tenu du 20 au 25 juin dernier, a atteint 61,17 %. 930 lauréats ont obtenu la mention «excellent», 13 644 «très bien», 33 585 «bien» et 69 451 «assez bien». 117 610 lauréats ont obtenu le baccalauréat avec mention, a indiqué l'Office national des examens et concours (Onec), précisant que le nombre des lauréats scolarisés est de 277 804.

La cérémonie s'est déroulée en présence de hauts responsables de l'Etat, de membres du gouvernement, des parents d'élèves et des représentants du secteur de l'Education.

R. N.

tions, un site web leur est dédié, à savoir <http://www.mesrs.dz> et <http://www.orientation.esi.dz>

Le taux de réussite national à l'examen du baccalauréat (session 2021) a atteint 61,17 % avec une moyenne d'admission fixée à 9,5/20, décidée pour des considérations sanitaires et psychologiques liées à la propagation de la pandémie de coronavirus (Covid-19).

K. L.

Commerce

Réactivation des mesures anti-Covid-19

■ Obligation pour les cadres du secteur et les employés d'assurer l'approvisionnement du marché en produits de première nécessité et de large consommation au niveau des 35 wilayas où a été décrété le confinement.

Par Younès F.

Le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations a reconduit les mesures anti-Covid-19 et réédité l'approvisionnement du marché mis en place pendant le confinement en 2020, suite aux décisions prises dimanche par le Premier ministre pour lutter contre l'expansion du virus, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé lundi une réunion consacrée à l'exécution des décisions du Premier ministre sur les mesures de confinement appliquées dans nombre de wilayas, précise la même source.

Le ministre a instruit d'appliquer «rigoureusement et à la lettre» les décisions du Premier ministre annonçant la reconduction des mesures anti-Covid-19 et le nécessaire approvisionnement du marché mis en place

par le ministère durant le confinement en 2020.

Le ministre a mis en avant «l'obligation pour les cadres du secteur et les employés d'assurer l'approvisionnement du marché en produits de première nécessité et de large consommation au niveau des 35 wilayas où a été décrété le confinement».

Ont assisté par visioconférence à la réunion tenue au siège du ministère, des cadres centraux ainsi que les directeurs régionaux et de wilaya des 58 wilayas, a conclu le communiqué.

Y. F.



PH/D.R.

Mostaganem

L'ambassadeur du Zimbabwe prospecte les opportunités de partenariat

Les récentes orientations du Président Tebboune, notamment celles relatives au développement du secteur de l'Energie et celles d'exporter sa technologie et son savoir-faire algérien, sont en train de prendre forme.

A Mostaganem, le Groupe industriel Sidi Bendehiba (GISB) est un exemple très édifiant qui cadre parfaitement avec la vision économique du premier magistrat du pays. Le fabricant de matériel électrique, leader national, a reçu à Mesra, au siège du Groupe, l'ambassadeur de la République du Zimbabwe, Vusumuzi N'tonga. Accompagné de son conseiller, le diplomate du pays de l'Afrique australe est venu

explorer les opportunités de partenariat et les évaluer pour concrétiser des possibilités d'investissement. GISB, avec ses neuf filiales du secteur de l'Energie et des Energies renouvelables ainsi que ses capacités industrielles installées, offre de grands atouts pour l'exportation de sa technologie, son expérience et son savoir-faire vers les pays d'Afrique. C'était l'objet de la rencontre, ce lundi 26 juillet 2021. Une rencontre qui a permis à la délégation diplomatique du Zimbabwe de connaître de visu le potentiel industriel du Groupe, ses capacités en engineering et ses moyens technologiques de contrôle, notamment le laboratoire E3C (Control and

Conformity Center) accrédité à l'international. Il faut souligner que ce pays d'Afrique australe enregistre un déficit d'électrification qui impacte négativement sur sa croissance économique. C'est l'une des raisons de l'opportunité de transfert du savoir-faire en industrie électrique. Il faut préciser, par ailleurs, qu'en dehors de la stratégie de GISB, le Cnese demeure l'organisme qui œuvre pour la promotion du produit national. La recherche des opportunités en Afrique est le fruit d'énormes efforts du Cnese qui ont conduit à une visite de l'ambassadeur du Sénégal, il y a moins de deux semaines à Mesra. Le Groupe met en avant ses capacités afin de s'investir

dans l'exportation de la technologie et le savoir-faire algérien. Vusumuzi N'tonga s'est réjoui de cette rencontre et souhaite concrétiser un projet de partenariat en proposant des rencontres qu'il programmera, très prochainement, avec les opérateurs économiques de son pays. Le fait marquant était la présence, à la rencontre, d'étudiants zimbabwéens de l'Université Abdelhamid-Ibn-Badis de Mostaganem. Faut-il noter, par ailleurs, que l'ambassadeur a eu une rencontre, à la Chambre de commerce et d'industrie de Mostaganem, avec les opérateurs économiques de la région, dans le but de s'enquérir des opportunités d'échanges.

Lotfi Abdelmadjid

Comptes sociaux pour l'exercice 2020

Le ministère du Commerce annonce la prorogation des délais

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a décidé de proroger à titre exceptionnel jusqu'au 31 décembre 2021 le délai de dépôt des comptes sociaux pour l'exercice 2020, indique, lundi, un communiqué du ministère.

Fixé initialement pour le 31 juillet 2021, le délai a été prorogé au 31 décembre 2021 eu égard à la conjoncture sanitaire actuelle, précise le communiqué. Les opérateurs économiques peuvent, selon le ministère, déposer leurs comptes sociaux via le portail électronique du Centre national du registre de commerce (CNRC) sur le lien <https://sidjilcom.cnrc.dz>.

R. A.

Préparatifs et nouvelles mesures

Réunion de la Commission nationale du suivi de la pêche au corail

La Commission nationale chargée du suivi du lancement de la pêche au corail s'est réunie lundi pour examiner les préparatifs et les nouvelles mesures prises en prévision de l'ouverture de cette activité, a

indiqué le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques dans un communiqué.

La réunion a été une occasion de passer en revue des préparatifs et les nouvelles mesures prises au titre de l'ouverture de

ce segment d'activité, mais également de débattre des points et préoccupations soulevés par les membres de la Commission, note la même source.

Ont pris part à cette rencontre tenue au siège du ministère de la

Pêche, des cadres du ministère ainsi que des représentants de plusieurs secteurs, à l'instar de l'Intérieur, les Finances, les Transports et le Tourisme, a conclu le communiqué.

M. L.

Détentrices de la meilleure moyenne des établissements pénitentiaires Fatima, 46 ans, déterminée à faire des études universitaires

La détentrices de la meilleure moyenne nationale au baccalauréat des établissements pénitentiaires, K. Fatima, pensionnaire de l'établissement pénitentiaire d'Ain Tédélès (Mostaganem), est déterminée à faire des études universitaires.

K. Fatima, une pensionnaire de l'établissement pénitentiaire d'Ain Tédélès, âgée de 46 ans, ayant obtenu la meilleure moyenne (16,75 et la mention très bien) et très heureuse d'être en tête des lauréats du Bac des établissements pénitentiaires du

pays, trouve que les murs de la prison ne l'ont pas empêchée de travailler et de réussir en arrachant une telle moyenne.

Sa réussite à l'examen du baccalauréat lui semble comme une aventure et un vrai défi auquel elle ne s'attendait pas, après avoir décroché ce fameux sésame l'année dernière avec une moyenne de 13 dans la filière Lettres et philosophie. Elle n'avait pas songé à le repasser car satisfaite de son inscription à l'université dans le département de sociologie, a-t-elle confié.

Au sujet des études dans

l'établissement pénitentiaire, Fatima a souligné que l'administration lui a fourni, ainsi qu'à toutes les détenues concernées par la poursuite de leur scolarité, tous les moyens humains et matériels tout au long de l'année.

«Les enseignants, les psychologues et les responsables de la prison ont été d'un grand soutien pour nous. Ils ont un grand mérite dans notre réussite», a-t-elle déclaré, souhaitant pouvoir être autorisée à étudier à l'université «dans une sorte de semi-liberté». Elle espère égale-

ment retrouver son foyer pour élever ses enfants et s'occuper de sa mère âgée de plus de 90 ans et qui souhaite la voir libre avant sa mort.

Un autre heureux lauréat, B. Abderrahmane, un jeune de 24 ans, détenu à l'établissement pénitentiaire «Sidi Othmane» dans la commune de Sayada, qui a réussi son bac avec une moyenne de 16.38 avec mention très bien, soit la troisième meilleure moyenne au niveau des établissements pénitentiaires du pays, déclare que «l'être humain n'est pas infatigable

et le bon Dieu accepte la repentance», tout en remerciant la direction et les agents de l'établissement pénitentiaire, les enseignants et les psychologues qui ont contribué à son succès.

Le détenu à la même prison, B. Hamou, âgé de 50 ans, qui a obtenu son bac avec une moyenne de 15.60 dans la filière Lettres et philosophie, deuxième meilleure moyenne dans cet établissement, a souligné qu'il ne s'est jamais senti heureux dans sa vie comme cette fois-ci.

K. N.

Industrie

Zaghdar reçoit les responsables du Groupe «Divindus» et de ses filiales

■ Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, a rencontré, lundi, les responsables du Groupe public des industries locales «Divindus» et de ses filiales, spécialisé dans le préfabriqué et la gestion des zones industrielles, en vue d'examiner les difficultés et les projets futurs du Groupe, indique un communiqué du ministère.



Par Salem K.

La réunion a été l'occasion de présenter la situation du Groupe et ses principaux projets

futurs ainsi que les difficultés et les problèmes auxquels il se heurte, notamment en ce qui concerne l'aspect financier et le recouvrement des créances, a précisé le communiqué.

A ce titre, il a été question d'«examiner en détail les solutions et les voies susceptibles de relancer le Groupe», en particulier «les filiales qui pâtissent de grandes difficultés, et de relever

la nécessité d'opérer des refontes structurelles lui permettant de réaliser un développement durable». Le ministre a par là même souligné la nécessité de prendre «des mesures d'urgence» devant permettre au Groupe Divindus de renforcer sa place sur le marché national au regard de la grande importance qu'il revêt, notamment en ce qui a trait à la création des postes d'emploi, estimant que le Groupe dispose de toutes les compétences et les moyens nécessaires pour réaliser ses objectifs.

M. Zaghdar a également mis l'accent sur l'impératif de doubler les capacités d'exportation dans les filières où le Groupe possède des capacités, et saisir les offres de partenariat avec les opérateurs privés locaux, en vue de renforcer la place du Groupe sur le marché.

Il est tout de même nécessaire de «recourir à tous les moyens de production disponibles et créer une sorte de synergie entre

les diverses filiales du Groupe pour diversifier les produits et services et décrocher de nouveaux marchés prometteurs», souligne le ministre.

Divindus est aujourd'hui un des groupes industriels publics les plus importants, implanté dans la plupart des wilayas. Il compte plus de 15 000 collaborateurs répartis sur 14 filiales activant essentiellement dans la production des matériaux de construction, la transformation du bois et dérivés, l'éclairage public et la gestion des zones industrielles.

Le Groupe détient 54 % de la part du marché de construction préfabriquée, 35 % du marché de la céramique, 43 % dans l'éclairage public, 40 % en matière de collecte de déchets industriels et ménagers.

La réunion s'inscrit dans le cadre des rencontres tenues par le ministre avec les responsables des groupes industriels publics.

S. K.

Véhicules électriques

Tesla gagne pour la première fois plus d'un milliard de dollars

Le constructeur de véhicules électriques Tesla a livré un nombre record de véhicules au deuxième trimestre, faisant presque doubler son chiffre d'affaires et décupler son bénéfice net, qui a dépassé pour la première fois un milliard de dollars.

Le bénéfice net du groupe dirigé par Elon Musk a atteint 1,14 milliard de dollars d'avril à juin, contre 104 millions sur la même période en 2020, tandis que son chiffre d'affaires s'est élevé à 11,96 milliards de dollars, a indiqué le groupe lundi

dans un communiqué.

L'entreprise avait déjà annoncé avoir livré 201 250 véhicules au deuxième trimestre, un niveau inédit malgré la pénurie de puces électroniques qui perturbe le secteur automobile.

Tesla souligne avoir «continué à faire face au deuxième trimestre à des défis dans la chaîne d'approvisionnement, en particulier les pénuries mondiales de semi-conducteurs et la congestion des ports». Mais l'équipe, des développeurs de logiciels aux ouvriers dans les usines,

«a travaillé extrêmement dur pour rester le plus près possible des capacités maximales».

«Avec une demande mondiale de véhicules à des niveaux records, l'offre de composants aura une forte influence sur le taux de croissance de nos livraisons pour le reste de cette année», ajoute Tesla.

Le constructeur automobile, qui avait annoncé en janvier vouloir faire croître ses livraisons de 50 % en moyenne par an pendant plusieurs années, n'a pas changé ses prévisions. Il souligne juste que

cela pourrait être un peu plus rapide cette année.

Tesla, qui tire habituellement une grosse partie de ses profits de la vente à d'autres entreprises des crédits carbone qui lui sont accordés car ses voitures n'émettent pas de polluants, voit en revanche cette source commencer à se tarir : les revenus tirés de cette activité ont atteint 354 millions de dollars au deuxième trimestre, contre 518 millions au trimestre précédent.

Hatem Z.

Bourse

Wall Street termine en légère hausse une séance sans entrain

La Bourse de New York a terminé la séance de lundi en légère hausse, au terme d'une séance d'attente avant une nouvelle salve de résultats d'entreprises et la réunion de la Banque centrale américaine (Fed), hier et aujourd'hui.

L'indice Dow Jones a gagné 0,24 % à 35 144,31 points, un nouveau record, l'indice Nasdaq à forte composante technologique 0,03 % à 14 840,71 points, et l'indice élargi S&P 500 0,24 % à 4 422,30 points.

Après avoir démarré en légère baisse, les indices ont oscillé autour de l'équilibre durant toute la séance, faute de nouvelle susceptible d'orienter les débats, dans un volume d'échange faible.

«L'an dernier, on n'a pas eu de vacances. Donc cette année, il y a beaucoup moins de gens devant leur poste de trading qu'à la même période de l'été 2020», a expliqué Kim Forrest, responsable de la stratégie d'investissement chez Boker Capital Partners.

Après une clôture vendredi sur des records, avec un Dow Jones au-delà de 35 000 points pour la première fois de son

histoire, le marché a repris son souffle, partisan d'une certaine «prudence», estimant d'une note les analystes de Charles Schwab.

Pour Kim Forrest, «il ne se passera pas grand-chose avant qu'on ne sache ce que (la Fed) va faire». A l'issue de la réunion, le président de la Fed, Jerome Powell, donnera une conférence de presse aujourd'hui. Les opérateurs ont aussi déjà le regard tourné vers les publications de résultats de la suite de la semaine, avec Apple, Microsoft, McDonald's ou Starbucks au programme.

Même si la croissance exceptionnelle enregistrée au premier semestre ne se reproduira sans doute pas, «beaucoup de sociétés américaines peuvent connaître 18 mois de croissance, jusque mi-2022, à la faveur d'une reprise plus lente en Europe et en Asie qu'aux Etats-Unis», a estimé M. Forrest.

«C'est une bonne base pour une hausse (des cours) et une raison d'acheter des actions plutôt que de l'immobilier ou des obligations», a fait valoir la spécialiste.

Les ventes de maisons neuves aux

Etats-Unis ont fortement reculé en juin, à la surprise des analystes, enregistrant un troisième mois de repli consécutif, signe du ralentissement d'un marché chauffé à blanc en début d'année.

Côté obligations, les prix sont déjà très élevés, avec des taux proches de leurs plus bas niveaux historiques (prix et taux évoluent en sens opposés).

Les Bourses chinoises repartent dans le vert à l'ouverture

Les places boursières chinoises ont ouvert en légère hausse hier, après leur forte baisse provoquée la veille par le tour de vis de Pékin à l'encontre du secteur du soutien scolaire, très lucratif en Chine.

A Hong Kong, dans les premiers échanges, l'indice composite Hang Seng regagnait 0,21 % à 26 248,58 points, après avoir perdu plus de 4% la veille.

En Chine continentale, la Bourse de Shanghai gagnait 0,25 % à 3 476,17 points, tandis que celle de Shenzhen restait stable à 2 412,51 points.

La Bourse de Tokyo optimiste avant la saison des résultats trimestriels

La Bourse de Tokyo continuait de progresser hier en matinée, après des gains significatifs la veille, faisant preuve d'optimisme avant de voir la saison des résultats trimestriels entrer dans le vif du sujet. Après 00h50 GMT, l'indice vedette Nikkei prenait 0,48 % à 27 967,58 points et l'indice élargi Topix gagnait aussi 0,48 % à 1 934,85 points. Wall Street a toutefois terminé lundi sur des gains très modestes, reflétant la prudence des investisseurs américains avant une réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) hier et aujourd'hui et une nouvelle salve de résultats d'entreprises. Mais au Japon, «les investisseurs s'attendent à une reprise du cycle économique et des résultats d'entreprises, aussi les valeurs cycliques comme les titres des constructeurs automobiles devraient être recherchés», a commenté Ryuta Otsuka, stratège chez Toyo Securities, cité par l'agence Bloomberg.

Kamel L.

Bekkaï ordonne la livraison du projet avant fin 2021

■ Le ministre des Transports, Aissa Bekkaï, a donné lundi des instructions fermes pour la livraison, avant la fin de l'année en cours, du projet de la nouvelle aérogare de l'aéroport international Ahmed-Ben-Bella d'Oran ainsi que ses différentes infrastructures, relevant l'importance de cette infrastructure pour le développement de la wilaya et l'ouest du pays en général, indique un communiqué du ministère des Transports.

Par Ilham N.

Ces instructions ont été données lors d'une réunion qui s'est déroulée en présence d'un nombre des cadres du ministère et de l'Etablissement de gestion de services aéroportuaires d'Oran (Egsa), a précisé le ministre sur sa page Facebook.

La réunion visait à «s'enquérir de l'état d'avancement des travaux du projet de la nouvelle aérogare de l'aéroport international «Ahmed-Ben-Bella» et de ses infrastructures.

Après avoir suivi un exposé des responsables du projet et s'être enquis de l'ensemble des problèmes entravant le bon déroulement de l'opération de réalisation, poursuit la même source, le ministre a instruit à l'effet de «livrer le projet dans les délais impartis».

M. Bekkaï a également souligné la nécessité de cette infrastructure qui «jouera un rôle pivot dans le développement de la

wilaya et de l'ouest du pays en général», d'autant qu'elle «fait partie des projets majeurs programmés pour la réussite de la manifestation sportive qu'abritera l'Algérie, à savoir les Jeux méditerranéens d'Oran 2022».

529 logements à Bir El Djir : résiliation du contrat avec l'entreprise chargée de la réalisation

L'Office de promotion et de gestion immobilière d'Oran a résilié récemment le contrat avec l'entreprise chargée de la construction de 529 logements publics locatifs sur un total de 1 201 à la cité «Pépière», dans la commune de Bir El Djir, destinés au relogement des habitants de la cité «Batimate Taliane» de haï Es-sedikia, en raison du «grand retard» dans la réalisation de ces unités, a-t-on appris, lundi, auprès des services de l'Opgi.

La résiliation a été décidée en application de la réglementation en vigueur dans le domaine des marchés. L'Opgi



a souligné que la réalisation de ce quota de logements a été confiée à deux entreprises.

Les services de l'Opgi d'Oran ont pris des mesures pour l'achèvement des travaux de 529 logements publics locatifs dont celle d'installation d'une autre entreprise et le renforcement des chantiers de réalisation, tout en rassurant, dans ce sillage, les bénéficiaires de ces

logements que la remise des clés de ces logements aura lieu avant la fin de l'année en cours, au plus tard.

Un nouveau calendrier a été convenu avec la première entreprise pour accélérer la cadence des travaux, notamment ceux liés à l'aménagement extérieur pour la livraison du projet dans les délais impartis. La deuxième entreprise est

appelée à renforcer les chantiers pour parachever les travaux au mois de décembre prochain et rattraper tous les retards enregistrés.

A noter qu'une grande partie du projet des travaux de réalisation, qui comprend aussi deux écoles primaires, un CEM, un lycée et une mosquée, a été achevée.

I. N.

Bouira Raccordement de 267 foyers au réseau de gaz en juillet

Au total, 267 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel dans plusieurs localités relevant des communes de Ridane et Dechmia (Sud-Ouest de Bouira), a-t-on appris, lundi, des services de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.

Il s'agit d'un projet inscrit dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL). «L'opération a été réalisée et mise en service au mois de juillet au profit de 267 foyers répartis sur les localités d'Ouled Gamra (Ridane), et El Hammadia et Chellabia relevant de la municipalité de Dechmia», a expliqué à l'APS la chargée de la communication de la direction, Ouidad Benyoucef.

A Ouled Gamra, près de 19 kilomètres de réseau ont été réalisés pour alimenter 152 foyers en gaz.

«En outre, 11 autres km de réseau ont été réalisés et mis en service dans les deux villages El Hammadia et Chellabia pour raccorder 115 foyers à cette énergie», a-t-elle précisé.

Ainsi, le taux de couverture en matière de gaz dans la wilaya de Bouira augmente de plus en plus pour atteindre les 88 %. «D'autres opérations similaires sont en cours pour raccorder d'autres villages et zones d'ombre au réseau de gaz naturel dans notre wilaya», a indiqué la même responsable.

M. O.

Bordj Bou-Arréridj

Plusieurs projets pour les zones d'ombre de Tefrak et d'El Djaâfra

Plusieurs zones d'ombre des communes Tefrak et El Djaâfra (nord de Bordj Bou-Arréridj) ont bénéficié de projets de développement pour l'amélioration des conditions de vie de leurs habitants, a-t-on appris, lundi, des services de la wilaya.

Dans ce cadre, la même source a fait état de la réalisation, à la région forestière jouxtant la commune d'El Djaâfra, d'un réservoir d'eau d'une capacité de 4 000 mètres cubes, permettant d'alimenter en eau potable les habitants des communes d'El Djaâfra et de Tefrak à partir du barrage Teledit (Bouira).

La même source a fait part également de la réalisation d'une

étude technique qui a été transmise à la Direction générale des forêts (DGF) pour retrancher (prélever) des surfaces et les consacrer aux projets d'habitat rural et à la construction d'une école dans cette région forestière. Dans le cadre de la lutte contre les feux de forêt, il a été procédé à la réalisation, dans la forêt d'El Djaâfra, d'un centre de contrôle et d'alarme, a ajouté la même source, précisant qu'il a été décidé de réaliser des bassins d'eau dans la forêt pour faciliter l'intervention en cas d'éventuel incendie.

Selon les services de la wilaya, plusieurs zones d'ombre de la commune de Tefrak relevant de la daïra d'El Djaâfra ont

bénéficié de projets de développement, citant à titre d'exemple une opération d'entretien de la route reliant le centre de la commune aux localités Ouled Zayd, Ighil Atoui, et Oukoum sur un linéaire de 5 km pour un investissement de plus de 47 millions DA. La réalisation de cette opération permettra l'allègement de la densité de la circulation routière au niveau de certaines voies de cette commune, a estimé la même source.

La même collectivité locale a bénéficié d'un projet de mise à niveau de la route reliant le chemin de wilaya CW43 au cimetière des Chouhada sur un linéaire de 8 km et qui a été inscrit dans le cadre du programme du

Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales pour un budget de plus de 58 millions DA. En plus, a ajouté la même source, d'une opération de mise à niveau de la route reliant les localités Akchtoum et Aghelmim Oued pour un investissement de 10,7 millions DA, selon la fiche technique du projet.

Récemment, les localités Tizi Ardjouh, Mezekhine et Medous ont bénéficié, dans le cadre du programme de prise en charge des zones d'ombre, du raccordement au réseau de gaz naturel, portant le taux de raccordement en cette énergie à 100 % dans la commune de Tefrak, a souligné la même source.

Ali Y.

Khenchela

Perturbation de l'alimentation en eau potable dans quatre communes de la wilaya

Une panne survenue à la station de pompage servant à l'alimentation des communes d'El Mahmal, El Hama et Ouled Rechache dans la wilaya de Khenchela, a entraîné l'arrêt de l'alimentation en eau potable des habitants de ces collectivités locales, a-t-on appris, lundi, auprès de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE).

En raison de la panne ayant touché la station de pompage d'eau située dans le barrage de

Koudiet Lamdaouar, dans la wilaya de Batna, qui alimente le réservoir d'eau principal des communes de Khenchela, El Hama, El Mahmal et Ouled Rechache, en cette substance vitale, l'approvisionnement en eau potable a été suspendu dimanche, a précisé un communiqué émanant de la cellule de la communication et de l'information de cet établissement.

La même source a indiqué que la perturbation de la distribution d'eau potable se poursuit

jusqu'à la réparation de cette panne, mettant l'accent sur la mobilisation de tous les moyens matériels et humains pour intervenir. L'opération de distribution, selon les services de l'ADE, reviendra progressivement à la normale à travers les quartiers et les mechtas de ces quatre communes.

L'unité de Khenchela de l'Algérienne des eaux œuvre pour combler le déficit signalé en matière d'approvisionnement en eau potable, à travers l'aug-

mentation de la capacité de production à partir de puits, en plus d'alimenter les quartiers des dites localités en eau par camions-citernes, a encore affirmé le même communiqué.

L'Algérienne des eaux a appelé les habitants des communes concernées à prendre toutes les précautions nécessaires jusqu'à l'achèvement des travaux entrepris à la station de pompage du barrage de Koudiet Lamdaouar.

Yanis B.

Troisième vague de Covid-19

Les artistes algériens s'impliquent dans la sensibilisation

■ Le rôle de l'artiste n'est pas seulement d'animer des soirées, jouer dans des films ou proposer des moments de détente. C'est ce que confirment les artistes algériens en cette période de pandémie où nombre d'entre eux se sont lancés dans des campagnes de sensibilisation ou des mouvements de solidarité.



Par Abia Selles

Il s'agit d'initiatives individuelles et d'autres encadrées pas des associations caritatives. Sur les réseaux sociaux, ils essayent, chacun à sa manière, d'apporter l'aide aux malades et à leurs familles.

Le chef d'orchestre Abdelhadi Boukoura consacre sa page Facebook depuis quelque temps

à accompagner ses fans en ces moments difficiles. Il partage à chaque fois des interventions de médecins et des messages de spécialistes pour mieux expliquer les symptômes des cas confirmés et les démarches à prendre en cas de cas suspects. Abdelhadi Boukoura a partagé également une source fiable de bouteilles d'oxygène, très demandées en cette période de

pandémie. L'interprète de musique andalouse Nisrine Ghenim a appelé les citoyens à ne pas rester chez eux seulement, mais «il faut aller se faire vacciner». Elle a tenu aussi à saluer les efforts des particuliers et citoyens de sa ville, Tlemcen, qui œuvrent à assurer l'oxygène aux malades du Covid-19.

La musicienne et chef d'orchestre Lila El Kebir utilise ces

derniers temps sa page Facebook pour partager des informations sanitaires et donner des conseils afin d'éviter la contamination au Covid-19 qui enregistre un nombre record de contaminations. Elle s'est même engagée dans la transmission de messages d'appels d'aide lancés par les associations de santé.

Cette jeune artiste, qui a réussi à se faire un nom sur la scène nationale et devenir chef d'orchestre, lance aussi des messages d'encouragement et de compassion aux malades et à leur famille, écrivant : «Courage à tous ceux qui souffrent en ce moment, patients et proches». L'actrice Souhila Maalem, quant à elle, a partagé un message lancé par les étudiants et cadres algériens en France qui rassemblent des dons pour les envoyer aux services Covid-19 en Algérie. Pour cette jeune actrice, le rôle de l'artiste est très important dans la société et «il faut être solidaire pour affronter cette pandémie». C'est aussi le cas de la chanteuse Manel Gherbi qui propose des sources de bouteilles d'oxygène pour les malades du Covid-19. Sur son compte Instagram, l'artiste partage des contacts capables de servir les malades en cette matière nécessaire. Il y a aussi l'acteur Bachir Habchi qui appelle les gens à plus de prise de conscience et aller se faire vacciner afin de réduire les dégâts de cette pandémie. Pour convaincre ses fans, l'acteur par-

tage une vidéo d'un médecin algérien qui revient sur l'état des lieux depuis quelques jours.

A. S.

Créateur de Bob Morane L'écrivain Henri Vernes est mort

L'écrivain culte Henri Vernes est décédé dimanche, à l'aube de ses 103 ans, a annoncé lundi dernier son éditeur. «Le romancier belge Henri Vernes, né Charles-Henri Dewisme, s'est éteint ce dimanche», a annoncé lundi son éditeur Le Lombard, sur son site internet. Né à Ath, le 16 octobre 1918, l'auteur belge allait célébrer à l'automne ses 103 ans. «Il est l'auteur de plus de 230 romans d'aventures, souvent mêlés de science-fiction, se déroulant dans le monde entier, voire dans des univers parallèles ou encore dans les arcanes de l'espace-temps (le Cycle du Temps)», rappelle ce lundi la RTBF.

Mais ce sont les aventures de son héros Bob Morane qui restent les plus connues, immortalisées notamment dans les paroles d'une célèbre chanson d'Indochine «L'Aventurier». Près de 40 millions d'exemplaires de livres de Bob Morane ont été vendus dans le monde. Sa série de plus de 200 romans a également été adaptée en bande dessinée. De son vrai nom Charles-Henri Dewisme, l'auteur était né à Ath, près de Tournai (ouest de la Belgique), le 16 octobre 1918. Il vivait ces dernières années dans un appartement de la commune bruxelloise de Saint-Gilles, entouré de masques, statues et autres tableaux ramenés de ses nombreux voyages lointains.

Alors qu'il est journaliste à Paris, après la Seconde Guerre mondiale, son heure de gloire arrive en 1953 lorsque la maison d'édition Marabout se lance dans le roman-feuilleton pour jeunes et fait appel à lui. Bob Morane est né : Français, 33 ans, costaud, polyglotte et justicier sans peur contre les pirates, les monstres de l'espace, la troublante Miss Yiang-Yiang ou son ennemi juré, l'Ombre jaune. A partir des années 1960, les romans sont adaptés en BD par l'auteur lui-même avec des dessins du Belge Gérald Forton. Bob Morane avait eu les honneurs du groupe de rock français Indochine, en 1982 dans le tube «L'Aventurier». Le groupe de musique a publié en hommage, ce lundi sur Twitter, la couverture du fameux roman, «La Vallée infernale», paru en 1953. C. M.

Cinéma

«Old» en tête du box-office nord-américain

Le film raconte l'histoire d'une famille qui se retrouve coincée sur une plage où les vacanciers subissent un vieillissement ultra-acceléré. Le nouveau thriller fantastique de M. Night Shyamalan, «Old», s'est hissé immédiatement en tête du box-office nord-américain avec 16,5 millions de dollars d'entrées pour son premier week-end dans les salles, selon les chiffres

provisoires publiés ce dimanche par Exhibitor Relations. Le film du réalisateur américain de «Sixième Sens» et «Incassable» raconte l'histoire d'une famille qui se retrouve coincée sur une plage où les vacanciers subissent un vieillissement ultra-acceléré. «Old», avec Gael Garcia Bernal et Vicky Krieps, a battu ce week-end une autre nouvelle sortie aux Etats-Unis et au

Canada, «Snake Eyes», nouveau volet de la saga G.I. Joe, qui a encaissé 13,35 millions de dollars de vendredi à dimanche, selon le cabinet spécialisé. A la troisième place arrive «Black Widow», le dernier Marvel, spin-off des Avengers, qui a enregistré 11,6 millions de dollars de recettes (154,8 millions en trois semaines d'exploitation). Premier la semaine dernière

pour sa sortie, le film familial «Space Jam : Nouvelle Ère», avec la superstar du basket LeBron James, descend à la quatrième place ce week-end avec 9,6 millions (51,3 millions en deux semaines). Le neuvième volet de la saga «Fast & Furious» arrive cinquième avec 4,6 millions, pour un total sur cinq semaines de 163,3 millions de dollars. T. K.

Cinéma

«L'Exorciste» est de retour

L'un des films d'horreur les plus cultes de sa génération va bel et bien faire son retour sur les écrans, sous la forme d'une trilogie avec, au casting, son héroïne d'antan: l'actrice américaine Ellen Burstyn. Il s'agit du long-métrage «L'Exorciste». La trilogie, dont les droits ont été achetés plusieurs centaines de millions de dollars

par Universal, devrait raconter l'histoire du père d'un enfant possédé. Interprété par Leslie Odom Jr. (Hamilton, One Night in Miami), celui-ci, désespéré, n'a qu'une solution : demander de l'aide à Chris MacNeil.

C'est elle qui, en 1973, incarnait le rôle titre de la mère dont la fillette, possédée par le diable, s'est vu faire l'objet des terri-

fiantes séances d'exorcisme pour la première fois, dans le film de William Friedkin. Oscar du meilleur scénario, «L'Exorciste» a connu deux suites et un préquel.

Côté réalisation, les clés ont été confiées à David Gordon Green, réalisateur américain à qui l'on doit la franchise horrifique Halloween. Jason Blum, connu notamment pour avoir tra-

vailé sur «Get Out» et «Paranormal Activity», sera à la production.

Une date de sortie a déjà été avancée. Le premier film de la nouvelle trilogie devrait arriver au cinéma le 13 octobre 2023, mais peut-être aussi au même moment sur la plateforme de streaming américaine d'Universal, Peacock. D. R.



Crise au Liban

Mikati entame ses réunions pour former un nouveau gouvernement

■ Le nouveau Premier ministre libanais désigné, Najib Mikati, entamait, hier, des consultations avec les principaux blocs parlementaires, en vue de former un gouvernement longtemps attendu dans un pays qui s'enfonce dans une crise sans fin.

Par Mourad M.

Avec une fortune estimée à 2,7 milliards de dollars selon le magazine Forbes, M. Mikati, un homme d'affaires de 65 ans, est perçu par beaucoup dans son pays comme l'un des symboles d'un pouvoir accusé de corruption et de népotisme et est soupçonné d'enrichissement illicite.

Le Liban, en plein naufrage économique, est géré depuis près d'un an par un gouvernement intérimaire qui se charge uniquement des affaires courantes.

rantes.

Il s'agit du gouvernement de Hassan Diab qui avait démissionné dans la foulée de l'explosion gigantesque au port de Beyrouth en août dernier – ayant tué plus de 200 personnes et alimenté la colère de la rue contre la classe dirigeante.

Le vide institutionnel entrave tout éventuel plan de sauvetage financier pour le Liban, qui a fait défaut sur sa dette en mars 2020 et a depuis sombré dans ce que la Banque mondiale qualifie d'une des crises les plus graves

au monde depuis le milieu du XIX^e siècle.

Najib Mikati, déjà deux fois Premier ministre, a été désigné lundi, quelques jours après la récusation de Saad Hariri.

Dans une interview avec le quotidien libanais «An-Nahar», il a promis de former une équipe «purement technique», loin des considérations politiques ou politiciennes traditionnelles.

Mais la désignation de M. Mikati, homme le plus fortuné du Liban et originaire de la ville de Tripoli, l'une des plus pauvres du pays, suscite le scepticisme général.

En 2019, il a fait l'objet de l'ouverture d'une enquête pour «enrichissement illicite» dans le sillage du mouvement de contestation inédit contre la classe dirigeante.

«Comment pourrai-je faire confiance à un voleur qui m'a volé et volé l'avenir de mes enfants ?», a lancé lundi Mohamad Dib, un habitant de Beyrouth âgé de 57 ans, après la désignation de M. Mikati. «Tant que cette caste est toujours au pouvoir, rien ne changera».

Il s'agit, depuis fin août 2020, du troisième Premier ministre désigné pour former un gouvernement de «mission» réclamé à l'international, notamment par la France, qui a proposé l'an dernier un plan de réforme économique et de lutte anticorruption en contrepartie du déblocage d'une aide financière cruciale.

Lundi, Najib Mikati avait affirmé que la mise en œuvre de l'«initiative française» constituerait l'une des principales «priorités» du prochain cabinet.

Paris a affirmé «prendre note» de la désignation de M. Mikati, soulignant que «l'urgence est désormais de former un gouver-



Ph. A. D. R.

nement compétent et capable de mettre en œuvre les réformes indispensables au relèvement du Liban».

Les réunions, cette semaine, avec les blocs parlementaires constituent une démarche officielle après la désignation d'un nouveau Premier ministre, mais les vraies tractations entre les partis au pouvoir n'ont toujours pas commencé.

S'il réussit là où ses deux prédécesseurs ont échoué, M. Mikati devra conduire le pays vers les élections législatives prévues l'an prochain.

Dans une de ses premières déclarations, M. Mikati a abordé les pénuries de courant ayant plongé le pays dans l'obscurité et paralysé davantage une économie aux abois.

L'électricité du Liban, symbole de la défaillance des services publics, ne peut aujourd'hui fournir qu'une poignée d'heures de courant par jour et peine à s'approvisionner en carburant, faute d'argent.

La réforme fait partie des

demandes pressantes de la communauté internationale dans le cadre d'un vaste programme d'aide. Mais la classe dirigeante n'a jusqu'ici mis en œuvre aucune des réformes réclamées.

L'échec du gouvernement à engager de sérieuses négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) a également entravé le renflouement financier d'un État en faillite.

En attendant, le FMI devrait verser environ 900 millions de dollars au Liban sous forme d'allocations de droits de tirages spéciaux (DTS) visant à aider les États membres à augmenter leurs liquidités en devises étrangères.

Certains observateurs craignent que ce montant ne soit détourné par la classe dirigeante. Selon le quotidien libanais «Al-Akhabar», Najib Mikati chercherait toutefois à exploiter cette aide pour construire de nouvelles centrales électriques et augmenter la production électrique.

M. M.



Commentaire

Mission

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que Washington s'apprête le 11 septembre prochain à quitter définitivement l'Afghanistan, c'est aujourd'hui avec un autre pays envahi par George W. Bush que le président américain Joe Biden déclare cesser d'ici la fin de l'année la «mission de combat» en Irak, pour engager une «nouvelle phase» de coopération militaire avec le pays. «Nous ne serons pas à la fin de l'année dans une mission de combat en Irak mais notre coopération contre le terrorisme continuera même dans cette nouvelle phase, dont nous discutons», a dit Joe Biden, aux côtés du Premier ministre irakien, Moustafa al-Kazimi, qu'il a reçu cette semaine à la Maison-Blanche, sans toutefois faire d'annonce concrète sur les effectifs déployés en Irak. Il a expliqué que le «rôle des militaires américains en Irak serait de former et assister les forces irakiennes face au groupe djihadiste État islamique (EI)», sans donner de calendrier ni d'éléments concrets concernant les effectifs. «Notre relation est plus solide que jamais», a dit le Premier ministre irakien, venu chercher à Washington un signal politique lui permettant de consolider un peu sa position très précaire, à trois mois des élections législatives. A la tête d'un pays ravagé par la corruption, la pauvreté et la pandémie, avec plus de 12 000 cas de contaminations au coronavirus enregistrés ces dernières 24 heures, du jamais vu, Moustafa al-Kazimi est tiraillé entre l'allié américain et de puissantes factions pro-Iran. Dans les faits, les experts n'attendent pas de changement majeur, la présence militaire américaine dans le pays n'étant, de fait, plus considérée comme une force d'intervention active. La majorité des troupes américaines, envoyées en 2014 dans le cadre d'une coalition internationale pour aider Bagdad à défaire l'EI, ont été retirées sous la présidence de Donald Trump. Et officiellement, les quelque 2 500 militaires américains encore déployés dans le pays ne combattent pas et jouent déjà un rôle de «conseillers» et de «formateurs». Avec cette fin annoncée de la «mission de combat», le Premier ministre irakien espère reprendre un peu l'ascendant sur les puissantes factions pro-Téhéran regroupées au sein du Hachd al-Chaabî, coalition à la fois paramilitaire et intégrée à l'État. Ces factions, qui sont soupçonnées d'avoir mené depuis le début de l'année une cinquantaine d'attaques contre les intérêts américains en Irak, réclament le départ pur et simple de toutes les troupes déployées par Washington. Mais cela paraît très improbable, alors que des cellules résiduelles de l'EI restent actives dans le pays. Ramzy Hierni, spécialiste de l'Irak au Pearson Institute de l'université de Chicago, fait valoir que le président américain risquerait de subir un «coût politique» conséquent si le scénario de 2011 se reproduisait. A savoir, un retrait américain largement considéré comme une erreur stratégique majeure, qui a permis l'émergence de l'EI. L'Irak est par ailleurs un maillon important du dispositif stratégique des États-Unis, qui mènent les opérations de la coalition antijihadiste en Syrie voisine. Et pas question pour Washington d'abandonner le pays à l'influence iranienne, en plein regain de tensions entre Iran et États-Unis, même si ces derniers entendent toujours sauver l'accord international de 2015 sur le nucléaire iranien. Ainsi, l'Irak semble bénéficier d'un meilleur traitement que l'Afghanistan, dont les Américains veulent pouvoir se laver les mains le plus vite possible, alors qu'une relation plus étroite se met en place avec les Irakiens qui, s'ils sont nombreux à garder rancune aux Américains d'avoir dynamité leur pays il y a près de vingt ans, souhaitent également une transition souple, plus à même de mener le pays vers une sortie de crise et d'un retour à la normale, pour les millions d'Irakiens qui vivent dans la terreur depuis dix-huit ans maintenant.

F. M.

Corées

Séoul et Pyongyang amorcent un rapprochement en rétablissant leurs communications

Les relations intercoréennes viennent contre toute attente de se réchauffer, avec le rétablissement, hier, des canaux de communication entre Pyongyang et Séoul, plus d'un an après leur suspension, ainsi que des échanges de lettres entre leurs dirigeants. Cette décision, qui a été simultanément annoncée par les deux capitales, coïncide avec l'anniversaire de la fin de la Guerre de Corée (1950-1953). Il s'agit de la première annonce positive depuis la série de sommets, en 2018, entre le président sud-coréen Moon Jae-in et le leader nord-coréen Kim Jong Un, qui n'avaient permis aucune percée diplomatique d'importance. Les deux camps, qui sont encore techniquement

en état de guerre, ont annoncé que les deux hommes avaient échangé depuis avril des lettres et décidé que le rétablissement des canaux de communication serait une première étape productive vers une reprise des relations. «Les plus hauts dirigeants du Nord et du Sud sont tombés d'accord pour faire un grand pas vers le rétablissement de la confiance mutuelle et la promotion de la réconciliation en restaurant les lignes de communication intercoréennes qui ont été suspendues», rapporte l'agence officielle nord-coréenne KCNA.

La Corée du Nord avait unilatéralement coupé tous ces canaux officiels de communication militaire et politique en juin 2020 après avoir dénoncé l'envoi

sur son territoire de tracts de propagande anti-Pyongyang par des militants basés au Sud. Cette suspension était intervenue au moment où les discussions intercoréennes étaient au point mort, deux ans après les trois sommets qui avaient réuni en 2018 le leader nord-coréen Kim Jong Un et le président sud-coréen Moon Jae-in.

Mais contre toute attente, les deux camps ont annoncé que toutes les communications avaient été rétablies hier matin.

Ils ont échangé un premier appel téléphonique dans la matinée, a annoncé le ministère sud-coréen de l'Unification. Et le bureau de M. Moon y a vu une première étape vers l'amélioration des relations.

Livraison en août prochain du tronçon reliant Relizane au port de Mostaganem

LA RÉCEPTION du tronçon restant de l'autoroute Est-Ouest reliant Relizane au port de Mostaganem est prévue en août prochain, a annoncé hier le directeur des travaux publics, Noureddine Boutghane. Le tronçon, situé sur le territoire de la wilaya de Relizane et qui s'étend sur 28 kilomètres, connaît une cadence «appréciable» des travaux avec un taux d'avancement dépassant 90 %, a-t-il indiqué. Pour ce qui est des 28 km, 14 ont été achevés reliant la voie d'évitement de l'autoroute Est-Ouest à la daïra de Hmadna jusqu'à Sidi Khettab (Relizane), alors que le restant est en voie d'achèvement, selon les explications fournies par ce responsable. Le projet a accusé un retard en raison des difficultés rencontrées lors de la conduite des travaux, notamment ceux liés au transfert de propriété et à des procédures administratives, selon la même source. Cet axe routier reliant l'autoroute Est-Ouest à partir de la voie d'évitement de Hmadna (wilaya de Relizane) au port commercial de Mostaganem s'étend sur une

distance de 61 km, soit 28 km dans la wilaya de Relizane et 33 km dans la wilaya de Mostaganem. Cet important projet comprend sept tunnels et une trémie, en plus d'un grand pont qui passe au dessus de «Oued Mina», ainsi qu'un échangeur reliant la zone industrielle de Sidi Khettab à la route indiquée, de même que d'autres échangeurs pour faciliter l'entrée et la sortie sur cet axe routier, a-t-on indiqué. Cette voie express passe par la zone de Hmadna, El Khalifia et Sidi Khettab, dans la wilaya de Relizane, et les communes de Oued El Kheir, Sour, Aïn Tédélès et Sayada dans la wilaya de Mostaganem. Une fois livré entièrement, cet axe routier permettra de fluidifier la circulation routière sur la Route nationale 90 (RN 90), notamment sur le tronçon reliant Mostaganem et Relizane, et permettre aux poids lourds de faire la navette de et vers le port de Mostaganem, en plus d'imprimer une dynamique économique dans les deux wilayas, selon les responsables de la direction des travaux publics de Relizane. **Hani Y.**

Retour au confinement De 20h00 à 6h00



Djalou@hotmail.com

Feux de forêt

Règlement du conflit au Sahara occidental

Washington pour un processus dirigé par l'ONU

LES ETATS-UNIS soutiennent un processus politique dirigé par les Nations unies pour le règlement du conflit du Sahara occidental, a indiqué le secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires du Proche-Orient, Joey Hood, qui a appelé à accélérer la désignation d'un nouvel émissaire onusien pour ce territoire non autonome. «Notre position claire est : nous voulons voir un processus dirigé par l'ONU qui aboutit à un accord acceptable par toutes les parties et qui mène à la paix et à la stabilité, c'est ce qu'il y a de mieux pour la région et c'est l'approche à laquelle nous allons consacrer notre temps, notre énergie et nos efforts», a déclaré Joey Hood dans un entretien à l'APS. «Nous voulons voir le nom de l'envoyé personnel du Secrétaire général des Nations unies dès que possible et aider l'émissaire à se mettre au travail le plus rapidement possible avec notre soutien ainsi que celui de nos partenaires et alliés, dont l'Algérie», a ajouté le diplomate américain qui a effectué une visite de travail en Algérie les 25 et 26 juillet. En juin dernier, le département d'Etat américain avait évoqué un changement d'approche de la part de l'administration Biden concernant la question sahraouie. «Je n'ai rien à annoncer pour le moment, mais je pense que si vous regardez le Sahara

occidental dans le cadre de l'approche plus large de la région adoptée par l'administration précédente dans le contexte des accords d'Abraham, c'est là que l'on constate une certaine différence d'approche», avait alors déclaré le porte-parole du département d'Etat, Ned Price, en référence à la reconnaissance par l'ancien président Trump de la prétendue souveraineté du Maroc sur ce territoire occupé. En mars, le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, avait également exhorté le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, à accélérer la nomination d'un envoyé personnel au Sahara occidental, soulignant le soutien des Etats-Unis au processus des négociations politiques entre les deux parties (Maroc et Front Polisario), parrainé par l'ONU. Les deux responsables ont convenu au cours d'une réunion virtuelle de poursuivre la coordination étroite entre les Etats-Unis et l'ONU sur cette question. Inscrit depuis 1966 à la liste des territoires non autonomes, et donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupé depuis 1975 par le Maroc, soutenu par la France. **K. N.**

Déjà 10 200 hectares détruits

■ M. Mahmoudi a déclaré que l'on ne pouvait pas continuer à détruire 34 000 hectares par an. Il a ainsi salué le durcissement des peines contre les responsables des feux de forêt. Le projet de loi durcissant les sanctions contre les «pyromanes» est en préparation et a été examiné en Conseil des ministres

Par Aomar F.

Quelque 10 200 hectares de forêt ont été détruits par 486 départs de feu enregistrés à l'échelle nationale, a indiqué, hier, le directeur général des forêts, Ali Mahmoudi. Face à la gravité de la situation, «le ministère de l'Agriculture a convié à une réunion l'ensemble des acteurs qui peuvent contribuer à la réduction du phénomène, les membres de la Commission nationale pour la protection des forêts, les scouts et la Fédération nationale des chasseurs», a expliqué l'orateur s'exprimant à la Radio nationale. Selon lui, 7 regroupements régionaux ont été organisés pour couvrir les 40 wilayas concernées. M. Mahmoudi a déclaré que l'on ne pouvait pas continuer à détruire 34 000 hectares par an. Il a ainsi salué le durcissement des peines contre les responsables des feux de forêts. Le projet de loi durcissant les sanctions contre les «pyromanes» est en préparation et a été examiné en Conseil des ministres dimanche dernier. Ces individus risquent désormais entre 10 et

30 de réclusion. «C'est une bouée de sauvetage», a indiqué Ali Mahmoudi. «Nous saluons fortement la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres, d'établir une loi qui va dissuader les personnes à l'origine des feux de forêt», s'est-il félicité. Ce nouveau texte conforte la Direction générale des forêts (DGF) qui a entrepris de réviser la loi-cadre portant régime général des forêts, pour y inclure les objectifs de développement durable dans la gestion du patrimoine forestier. «Au chapitre sanctions et peines, nous

allons exactement copier les articles de cette nouvelle loi», prévient-il. Pour Ali Mahmoudi, «le caractère criminel des incendies de forêt n'est plus à démontrer». Il cite les preuves accumulées après les feux successifs qui n'ont épargné aucune région du pays : «L'ASAL a démontré à Khenchela que c'était bien la main de l'homme qui a provoqué les incendies, du côté de Tébessa, des personnes ont été appréhendées, plus récemment vous avez suivi la découverte de pneus préparés pour l'allumage à Ain Defla et à Chréa».

A. F.

Transport urbain à Alger

L'Etusa adapte son programme au confinement partiel

L'ETABLISSEMENT public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) a annoncé, hier dans un communiqué, un changement des horaires de circulation de ses bus, et ce, conformément aux nouvelles dispositions prises par le gouvernement dans le cadre du confinement partiel, imposé par la pandémie de Covid-19. Ainsi, le premier

départ est fixé à 6h00, alors que le dernier départ est programmé à 18h00, avec une suspension totale du service durant le week-end, précise la même source. L'Etusa a réitéré, par ailleurs, à ses usagers l'importance du port du masque et le respect du protocole sanitaire tout au long du trajet.

M. O.